

IMMIGRATION

D'anciens péquistes croisent le fer

Jean-Marc Salvet
jmsalvet@lesoleil.com

Les souverainistes québécois ne doivent pas voir l'immigration «comme un frein», mais comme un «défi», affirme l'ancien critique péquiste en matière d'immigration Benoît Charette.

Devenu député indépendant, M. Charette estime que son ex-collègue du caucus péquiste, Pierre Curzi, devenu lui aussi indépendant, est trop frileux sur la

question de l'immigration. En entrevue avec *Le Soleil*, plus tôt cette semaine, Pierre Curzi s'est inquiété du niveau d'immigration voulu par le gouvernement Charest. Le plan présenté par la ministre Kathleen Weil au printemps prévoit l'accueil au Québec de 200 000 nouveaux immigrants d'ici 2015.

M. Curzi s'est montré inquiet pour la pérennité du fait français au Québec. Il a noté que «le statut de plus en plus bilingue et multiculturel de Montréal ne crée pas des conditions favorables à leur intégration à la majorité francophone».

Il a aussi souligné que la venue de 200 000 immigrants de plus en quatre ans n'est pas de nature à aider la cause souverainiste. «Si l'intégration n'est pas réussie, et dans la mesure où la francisation est incertaine, ça ne va pas favoriser une adhésion à un projet comme l'indépendance», a-t-il dit.

En rupture de ban avec le Parti québécois de Pauline Marois, lui et Benoît Charette s'opposent avec force sur cette question.

«Puisque le principal bassin d'immigration au Québec demeure les pays du Maghreb, la majorité des immigrants que nous recevons sont des locuteurs francophones», rétorque M. Charette à son ancien collègue.

Mais le député de Deux-Montagnes en a surtout contre un certain discours qui ferait des immigrants des «boucs émissaires» des difficultés actuelles ou à venir du mouvement souverainiste.

Benoît Charette soutient que Jacques Parizeau a eu tort d'attribuer en partie la défaite du Oui

au référendum de 1995 au «vote ethnique». Il rappelle que des régions presque entièrement francophones comme Québec ont très timidement soutenu le camp du Oui à ce moment-là.

Il veut bien discuter des niveaux d'immigration et croit nécessaire d'ajouter de nouveaux moyens pour favoriser une meilleure intégration. Mais il refuse les raccourcis de certains. «Dès la deuxième génération, les personnes issues de l'immigration ont des comportements électoraux semblables à ceux des Québécois de souche», insiste-t-il. L'immigration n'est ni un «frein», ni une «menace» pour le mouvement souverainiste, mais un «défi», répète-t-il.

L'INTÉGRATION

L'argumentaire de Benoît Charette évoque celui de la Fédération des chambres de commerce du Québec, qui voit les objectifs gouvernementaux comme un «défi» à relever. Celle-ci invite le gouvernement et la société à «intensifier leurs efforts d'intégration économique».

Le discours de Pierre Curzi rappelle plutôt celui du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec, qui juge difficilement soutenable l'arrivée de 50 000 nouveaux immigrants par année au Québec. Le syndicat veut que cette cible soit ramenée à 40 000. M. Curzi ne s'est avancé sur aucun chiffre.

Malgré leurs différends, les deux anciens péquistes s'entendent sur un élément : actuellement, on fait miroiter aux immigrants une réalité qui n'est pas celle qu'ils découvrent à leur arrivée.